



Le 11 février 2010

Communiqué suite à notre dépôt d'un préavis de grève pour les journées des 23 et 24 février 2010

L'UNSA-ICNA appelle à la grève les 23 et 24 février 2010

L'UNSA-ICNA est un syndicat nouveau et réformiste, qui prône la réflexion, l'analyse et l'information.

Il a pour fondamental la défense du service public et des conditions de travail des ICNA, garants de sérénité et de sécurité.

Suite au communiqué de Dominique Bussereau du 11 janvier 2010, l'UNSA-ICNA a soutenu le mouvement de grève des 13 et 14 janvier. En effet, les écrits ne reflétaient pas le discours ouvert entendu le matin et l'option affichée n'en était pas une puisque nous n'avions le choix qu'entre la fusion ou la fusion comme modèle d'intégration au sein du FABEC.

Depuis le 14 janvier, et malgré maintes sollicitations de notre part pour trouver ensemble une alternative qui fasse consensus, l'administration fait la sourde oreille et refuse de nous répondre. Elle préfère rester dans le registre de la provocation, assimilant tous les non-grévistes à des soutiens de la fusion...

Aussi sommes-nous contraints, en l'absence d'éléments nouveaux sur la table, de déposer un préavis de grève pour les 23 et 24 février 2010.

L'UNSA-ICNA rappelle que 3 modèles d'intégration sont possibles au sein du FABEC, comme l'écrivent les Etats et les prestataires eux-mêmes. Nous défendons le choix de la « **coopération contractuelle** » **seul modèle d'intégration garantissant l'autonomie juridique et financière de la DGAC tout en permettant des gains opérationnels d'envergure**. La coopération contractuelle n'hypothèque pas l'avenir ; elle laisse au contraire **toutes les portes ouvertes** pour aller plus loin dans l'intégration quand, et au rythme où les personnels le souhaiteront.

L'UNSA-ICNA demande donc à ce que le **dialogue social retrouve toute sa place au sein de la DGAC**, et que soit abandonné, dans le cadre du

traité intergouvernemental FABEC (signature prévue : automne 2010), un modèle de FAB fusionnel (les prestataires nationaux disparaissant et un statut unifié des personnels étant mis en place) qui n'est qu'un des modes d'intégration possibles et qui cristallise l'hostilité d'une majorité des personnels de la DGAC.

C'est aujourd'hui qu'il faut peser pour éviter un nouvel « OPERA », cette fois-ci plus à l'échelle de la Région Parisienne, mais au niveau français voire européen.

L'UNSA-ICNA appelle donc tous les ICNA à faire grève les 23 et 24 février prochains. C'est de votre statut, de vos conditions de travail, de votre avenir dont il s'agit.

Toutefois, si vous hésitez encore, répondez aux sept questions suivantes :

1) Le traité portant création du FABEC va être signé en automne 2010, pensez-vous que les futurs statuts y seront intégrés après validation des personnels ?

2) Y a-t-il quelque chose de concret en termes d'écriture ou de garanties depuis 6 ans ?

3) Pensez-vous concevable d'obtenir 10000 euros net d'impôts pour tous les ICNA/contrôleurs du FABEC compte tenu du contexte général et de la volonté affichée de réduire les coûts?

4) Pensez vous que les spécificités de notre statut

ICNA (pluridisciplinarité des fonctions, multirating, etc.) ne sont pas une plus-value pour le système ?

5) La Fonction Publique d'Etat, est-ce moins protecteur que n'importe quel autre système à l'heure de la licence de contrôle?

6) Au vu des différences économiques et sociales, êtes vous sûr que le modèle français s'imposera aux modèles des 6 autres prestataires ?

7) La sécurité aime-t-elle la politique du big-bang ?

Si sur les 7 questions vous avez répondu une majorité de NON, alors il est temps de se mobiliser et de faire remonter à l'administration que le passage en force n'est pas une solution et qu'il faudra compter avec les personnels.

Notre site : www.icna.fr

Votre contact : unsa@icna.fr